

Paris, le 18 novembre 2020

**Madame Elisabeth MORENO**

Secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances  
Hôtel du Petit Monaco  
55 rue Saint Dominique  
75700 PARIS SP 07

**Objet : Evolution du 3919 numéro écoute violences conjugales de la Fédération Nationale Solidarité Femmes**

Madame la Ministre,

Nous avons été saisis par la Fédération Nationale Solidarité Femmes qui nous a fait part de sa grande préoccupation quant à l'avenir du 3919, la ligne d'écoute nationale Violences Femmes info.

Créée en 1992 par cette même Fédération, la ligne d'écoute nationale assure la prise en charge de centaines de milliers d'appels de femmes victimes de violences grâce aux écoutantes formées et expérimentées, au professionnalisme des équipes de la Fédération, à l'accompagnement et à l'engagement des 73 associations réparties sur tout le territoire.

Début septembre, vous avez annoncé le lancement d'un marché public avec une mise en concurrence d'opérateurs privés pour reprendre la gestion future du dispositif. Cette annonce est motivée par la volonté d'étendre la disponibilité de cette plate-forme 24/24h, accessible actuellement tous les jours de 9h à 22h (18h les jours fériés et en fin de semaine). Or, la FNSP s'est déclarée prête à satisfaire elle-même cette proposition sous réserve de l'obtention de moyens supplémentaires via un nouveau contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens. Moyens devenus indispensables si nous voulons véritablement être à la hauteur des objectifs donnés à la ligne d'écoute.

Cette mise en concurrence constitue un risque réel de perte en qualité de l'écoute aujourd'hui assurée par des bénévoles formés et disponibles. Cette mission, pour être menée à bien, ne peut répondre à des préoccupations marchandes et concurrentielles. La Fédération a fondé cette ligne. Elle en assure pleinement la mission. Demain, avec des moyens à la hauteur de nos ambitions, ces acteurs peuvent aller encore plus loin. Nous



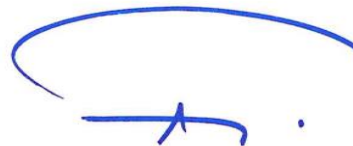
craignons que cette démarche brutale et non concertée de mise sur le marché et en concurrence de la mission ne soit un prétexte pour limiter encore davantage les fonds attribués par l'Etat à cette ligne d'écoute.

A l'heure où les confinements successifs aggravent comme jamais les violences conjugales avec comme conséquence une hausse significative des signalements, ce serait une faute de prendre le moindre risque d'affaiblir le 3919.

Nous espérons que vous entendrez notre appel. L'urgence est de donner de nouveaux objectifs et donc de nouveaux moyens à la Fédération pour poursuivre et renforcer ses missions. Nul n'est besoin de recourir à une procédure à l'issue incertaine sur le réel savoir-faire du prochain opérateur alors que cette Fédération dispose des compétences requises depuis plusieurs années et d'un réseau d'associations sur lequel elle peut s'appuyer partout en France.

Nous vous prions de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

Aurélien PRADIÉ



COSIGNATAIRES :

- **Damien ABAD**, Député de l'Ain
- **Emmanuelle ANTHOINE**, Députée de la Drôme
- **Edith AUDIBERT**, Députée du Var
- **Nathalie BASSIRE**, Députée de la Réunion
- **Thibault BAZIN**, Député de Meurthe-et-Moselle
- **Valérie BAZIN-MALGRAS**, Députée de l'Aube
- **Sandra BOELLE**, Députée de Paris
- **Emilie BONNIVARD**, Députée de la Savoie
- **Jean-Yves BONY**, Député du Cantal
- **Sylvie BOUCHET BELLECOURT**, Députée de Seine-et-Marne
- **Jean-Luc BOURGEOUX**, Député de l'Ille-et-Vilaine
- **Ian BOUCARD**, Député du Territoire de Belfort
- **Pierre CORDIER**, Député des Ardennes
- **Josiane CORNELOUP**, Députée de Saône-et-Loire
- **Dino CINIERI**, Député de la Loire
- **Vincent DESCOEUR**, Député du Cantal
- **Jean-Pierre DOOR**, Député du Loiret
- **Pierre-Henri DUMONT**, Député du Pas-de-Calais
- **Yves HEMEDINGER**, Député du Haut-Rhin
- **Michel HERBILLON**, Député du Val-de-Marne
- **Patrick HETZEL**, Député du Bas-Rhin
- **Mansour KAMARDINE**, Député de la Mayotte
- **Brigitte KUSTER**, Députée de Paris
- **Geneviève LEVY**, Députée du Var
- **Maxime MINOT**, Député de l'Oise

- **Eric PAUGET**, Député des Alpes-Maritimes
- **Jean-François PARIGI**, Député de Seine-et-Marne
- **Bernard PERRUT**, Député du Rhône
- **Berengère POLETTI**, Députée des Ardennes
- **Nathalie PORTE**, Députée du Calvados
- **Alain RAMADIER**, Député de Seine-Saint-Denis
- **Nadia RAMASSY**, Députée de la Réunion
- **Julien RAVIER**, Député des Bouches-du-Rhône
- **Robin REDA**, Député de l'Essonne
- **Jean-Luc REITZER**, Député du Haut-Rhin
- **Antoine SAVIGNAT**, Député du Val-d'Oise
- **Raphael SCHELLENBERGER**, Député du Haut-Rhin
- **Robert THERRY**, Député du Pas-de-Calais
- **Arnaud VIALA**, Député de l'Aveyron
- **Jean-Pierre VIGIER**, Député de Haute-Loire
- **Stéphane VIRY**, Député des Vosges